

SPÉCULATIONS AUTOUR DES PRIX DE PRODUITS AGRICOLES À GANVIÉ

La Ldcb forme les membres de la centrale d'achat

Dans le cadre de ses activités, la Ligue pour la Défense du Consommateur au Bénin (Ldcb) a organisé à l'intention des membres des comités de gestion et de suivi des activités de la centrale d'achat de Ganvié, une séance de formation les vendredi et samedi derniers.

Bonaventure KITI

Lutter contre la spéculation à Ganvié en mettant en place un système d'approvisionnement et de distribution des biens alimentaires qui permet d'avoir des prix de cession à la base proches de ceux des grossistes est la raison pour laquelle la Ldcb a mis en place une centrale d'achat des produits vivriers dans ladite localité.

En effet, la cité lacustre qu'est Ganvié a besoin, pour se nourrir, de biens agricoles qu'elle ne peut produire vu sa position géographique. Aucune activité agricole n'est possible et l'habitat est constitué de pilotis construits sur l'eau. Ce qui fait que les prix pratiqués par les femmes revendeuses sont nettement supérieurs à ceux des marchés environnants que sont Calavi et Akassato situés sur la terre ferme.

Pour atteindre son objectif, la Ldcb a organisé à l'intention des membres des comités de gestion et de suivi des activités de la centrale d'achat, une formation qui s'est étalée sur deux jours. Ainsi, pendant deux jours, les participants ont été mis au contact des réalités de l'approvisionnement et des notions comptables. Ils ont, au cours de la première journée, appris le processus d'approvisionnement et d'inventaire physique avant d'at-



Le présidium à l'ouverture de la session.

taquer le lendemain les notions comptables. A ce niveau, les membres des comités ont pris connaissance avec le principe du système minimal de trésorerie et appris à faire l'enregistrement des opérations grâce à des exercices auxquels ils ont été soumis. A l'ouverture, M. Cadnèl Mignanwandé, président du Comité de Gestion a, au nom des populations de Ganvié, souhaité à la Ldcb la bienvenue et dit la joie de celles-ci de ne pas la recevoir en tant que touriste. Aussi ajouta-t-il que les populations de Ganvié sont très heureuses de savoir que la Ldcb ait pensé à un coin si laissé à lui-même que celui de Ganvié malgré sa répu-

tation touristique aux plans national et international. Pour lui, cet acte ne fait que prouver qu'il existe encore dans ce pays des hommes et des assoiffés de justice. Quant à M. Maurice Kokpé, deuxième adjoint au maire de So-Ava, il a, après avoir présenté les difficultés de ses populations, salué l'initiative et souhaité qu'elle s'étende à d'autres secteurs.

Il faut noter que la centrale d'achat de produits alimentaires de Ganvié est la première que la Ldcb installe au Bénin et qu'elle repose sur la mise en commun des ressources des consommateurs pour l'acquisition de leurs besoins.

parti politique qui mobilise 10% de l'électorat. Ce qui explique la fragmentation politique observée dans le pays et une faible prononciation de militantisme chez les Béninois en général et chez les Béninoises en particulier. Sur le plan de la gouvernance, l'étude a révélé que les Béninois font plus confiance aux communes qu'aux autres institutions de la République et pensent que la corruption est un phénomène généralisé mais très prononcé à la douane et aux impôts, chez les magistrats et à la police. Quant à la perception des conditions de vie et de la pauvreté, les Béninois estiment leurs conditions de vie pas bonnes, que les inégalités entre riches et pauvres ne font que s'accroître, que seulement une minorité profite des politiques du gouvernement et enfin que le vote ethnique est une réalité persistante mais en recul de nos

jours. S'agissant des rapports socio-économiques, l'enquête s'est beaucoup appesantie sur le statut de la femme. Ainsi il ressort de cette dernière que les Béninoises sont favorables à l'égalité de droits et devoirs entre l'homme et la femme, surtout en milieu urbain.

Au terme de la présentation des résultats, M. Léonard Wantchékon a procédé à certaines analyses concernant la fragmentation politique, le paradoxe entre démocratie, liberté de presse et mauvaise gouvernance avant de recommander la recherche et l'application des mécanismes efficaces de décentralisation, l'accélération du processus de transfert de compétences aux communes, l'accès à l'information et à l'imputabilité. Aussi finit-il par inviter l'assistance à réfléchir aux formes de scrutin qui favorisent une cohésion de l'action gouvernementale.

CLARIFICATION DES MISSIONS DE L'ETAT

La nécessité de partager les rôles

Les secrétaires généraux de tous les ministères ont pendant deux jours au Bénin Marina Hôtel examiné les rôles qui incombent désormais à l'Etat dans un contexte de décentralisation. Au terme des travaux, il est à retenir que l'Etat, pour plus d'efficacité, se doit de partager ses rôles avec les autres acteurs de la société.

François K. DJOSSOU
(Stagiaire)

Du 07 au 08 juillet 2005, un atelier de mise à niveau d'informations sur la clarification des missions de l'Etat a regroupé les secrétaires généraux des ministères au Bénin Marina Hôtel. Pendant deux jours, les participants à l'atelier ont examiné et adopté les propositions préliminaires sur la clarification des missions de l'Etat. Pour eux, dans un contexte de globalisation et de décentralisation l'Etat se doit de tenir compte des autres acteurs de la société pour être efficace. Il s'agit entre autres de la société civile, des collectivités locales, du secteur privé. D'où des réformes adéquates pour la construction d'un Etat démocratique en vue du développement durable. Pour atteindre les objectifs de l'atelier, les participants ont envisagé une phase d'expérimentation sur trois ministères pilotes. Il s'agit surtout des ministères qui ont déjà commencé des réformes. A savoir le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire, le ministère de l'Economie et des Finances ou encore celui de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative. Cette phase d'expérimentation de l'analyse des participants doit passer par trois phases que sont le recensement, l'analyse

de la pertinence des programmes et la détermination précise des programmes qui seront conservés exclusivement par l'Etat et ceux qui peuvent être cédés aux autres composantes de la société en tenant compte de leur capacité. Pour Mme Alvine Chaudanson, secrétaire générale du ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative, à la clôture des travaux, la richesse des enseignements tirés de l'atelier révèle toute son importance. Elle a dit que la connaissance et le partage des rôles de l'Etat dans un pays démocratique et décentralisé comme le Bénin doivent pousser les communautés à la base à mieux s'organiser. C'est pour cela qu'elle a vivement souhaité que les conclusions auxquelles les participants sont parvenus doivent servir de boussole, pour un Etat partenarial où chaque acteur tient un rôle adéquat pour un meilleur développement. L'objectif, pour Mme Chaudanson, étant la prise en compte et la satisfaction des besoins de la population. Il s'agit aussi de pouvoir contenir les effets pervers de la globalisation. Pour finir, elle a exhorté les participants au travail. Elle a les invités à ne pas dormir sur leurs lauriers car «aucun changement n'est acquis d'avance» a-t-elle conclu.

RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE DE AFROBAROMETER AU BÉNIN

75% des Béninois se plaignent de leurs conditions de vie

Vendredi dernier, au Palais des Congrès, l'Institut de Recherche empirique en économie (Ireep) a procédé à la livraison des résultats de l'enquête qu'il a menée pour le compte du Réseau Afrobarometer. Il ressort de cette enquête que 75% des Béninois se plaignent de leurs conditions de vie.

B. K.

Commanditée par le Réseau Afrobarometer qui recueille et dissémine des informations concernant le point de vue des Africains sur la démocratie, la gouvernance, la réforme économique, la société civile et la qualité de vie, l'enquête conduite au Bénin par l'Ireep a abouti à de grands résultats que le professeur Léonard Wantchékon a présentés à l'assistance composée de chercheurs, d'hommes politiques et de communicateurs. Mais avant cette présentation, l'honneur est revenu à M. Grégoire Krépépédé de planter le décor. Il a rappelé le cadre institutionnel de l'enquête, puis exposé la démarche de la collecte des données avant de préciser le contenu du questionnaire ayant conduit aux résultats que le professeur Léonard Wantchékon a exposés. A cet effet, l'orateur a précisé

que la démarche a consisté à faire des entretiens individuels à environ 1200 personnes réparties sur les 12 départements que compte le Bénin. S'agissant du contenu du questionnaire, il a souligné qu'il porte entre autres sur les caractéristiques démographiques, les conditions économiques, la survie et les revenus financiers, l'engagement civique et bien d'autres éléments.

Quant au professeur Léonard Wantchékon, il a présenté de façon succincte les résultats de cette enquête. A ce niveau, il a d'abord fait observer les paradoxes de la démocratie béninoise. Comme paradoxes, l'étude a révélé que la démocratie est vibrante au Bénin, un des pays les plus pauvres de la planète, qu'en dépit de la Liberté de presse et de la démocratie, la gouvernance est mauvaise, que l'engagement politique est faible malgré la véracité

de la démocratie. Outre ces paradoxes, l'étude a révélé que le Bénin est le pays où on peut se débarrasser d'un didacteur et le reprendre quatre ans plus tard, l'un des pays pauvres au monde où on peut se débarrasser d'un «bon» gestionnaire de l'économie, l'accusant de mauvaise gestion politique, de gestion clanique.

Abordant les résultats proprement dits de l'enquête, Léonard Wantchékon note que sur le plan démocratique, les Béninois ont adhéré en grande majorité aux principes démocratiques puisque 83% d'entre eux rejettent le parti unique. Seulement, fait observer le professeur, au niveau de leur satisfaction face à celle-ci, à peine un Béninois sur deux reste satisfait de la manière dont les principes sont mis en œuvre. Autre résultat révélé par l'enquête est qu'il n'existe pas de